

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**INSTRUCTION N° 1615/DEF/SGA**

relative à la circulation automobile au sein du ministère de la défense.

*Du 7 décembre 2005*

SERVICE DES MOYENS GÉNÉRAUX.

**INSTRUCTION N° 1615/DEF/SGA relative à la circulation automobile au sein du ministère de la défense.**

*Du 7 décembre 2005*

NOR D E F D 0 5 5 3 0 8 0 J

---

*Référence :*

Instruction 14550 /DEF/C/4 du 29 mars 1976 (BOC, p. 1023).

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Deux annexes.

*Texte abrogé :*

Instruction 2655 /DEF/SGA du 09 juillet 1991 (BOC, p. 2934).

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 123.3.3.1, 679.3.

*Référence de publication :* BOC, 2006, p. 24.

---

Depuis de nombreuses années, le ministère de la défense joue un rôle majeur dans le domaine de la prévention et de la sécurité routière. C'est ainsi qu'il s'implique régulièrement pour mener des actions efficaces pour lutter contre les accidents de la circulation qui concernent les conducteurs et les véhicules de son administration.

Le personnel civil et militaire de la défense se doit de démontrer au quotidien le niveau de sa qualification technique et professionnelle, son esprit de discipline et l'excellence de son comportement au volant d'un véhicule.

Les meilleurs conducteurs se verront délivrer le certificat de conducteur d'élite.

Cette instruction a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'attribution de ce certificat dans le cadre d'une armée professionnelle.

**1. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU CERTIFICAT DE CONDUCTEUR D'ÉLITE.**

Le certificat de conducteur d'élite peut être attribué aux conducteurs civils et militaires qui, pendant une période minimale de deux ans, doivent :

**1.1. Avoir parcouru ou effectué au minimum :**

- soit 10 000 kilomètres au volant d'un véhicule relevant de l'article R. 221.4 du code de la route <sup>(1)</sup> ;
- soit 2 000 kilomètres ou 50 heures sur route avec un véhicule spécifique <sup>(2)</sup>.

**1.2. Ne pas avoir provoqué d'accident grave de la circulation à responsabilité engagée ou partagée.**

**1.3. Ne pas avoir fait l'objet d'un constat d'infraction aux règles du code de la route.**

1.4. Avoir assuré l'entretien et la bonne présentation de leur véhicule de dotation (gamme commerciale ou gamme tactique), ainsi que des documents de bord, tout en ayant affiché une tenue exemplaire tant à leur volant qu'à l'unité.

**Nota.**

Les moniteurs d'instruction élémentaire de conduite (IEC) peuvent prétendre à l'obtention du certificat de conducteur d'élite au titre du kilométrage parcouru dans le cadre de leur emploi.

## 2. AVANTAGES ATTACHÉS À L'ATTRIBUTION DU CERTIFICAT.

2.1. Les détenteurs du certificat de conducteur d'élite bénéficieront d'un capital de cinq points à valoir pour l'attribution de la médaille de la défense nationale <sup>(3)</sup>.

2.2. Les candidats au brevet militaire de conduite transport en commun devront être choisis, en priorité, parmi les détenteurs de ce certificat obtenu pour la conduite d'un poids lourd ou d'un super poids lourd.

2.3. Le certificat de conducteur d'élite est indispensable aux militaires candidats à l'un des stages de reconversion de conducteur routier <sup>(4)</sup> assuré par les centres de formations qualifiantes (CFQ/CR).

## 3. MODALITÉS D'ATTRIBUTION.

Le certificat de conducteur d'élite est attribué par le responsable administratif de son unité ou par l'autorité assimilée après étude et vérification du dossier du postulant. Le kilométrage doit être suivi et contrôlé au niveau de l'unité. Il doit être remis avec une solennité et une publicité propres à lui conférer toute sa valeur, créant ainsi une saine émulation. Mention en est portée dans les pièces administratives de l'intéressé.

## 4. MODALITÉS DE RETRAIT.

Le certificat de conducteur d'élite doit être retiré à son détenteur par décision de son responsable administratif de sécurité dans les cas suivants :

- infraction grave ou très grave aux règles du code de la route ;
- retrait ou suspension du permis de conduire ou du brevet militaire de conduite ;
- conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de produits stupéfiants ;
- responsabilité avérée dans un accident grave de la circulation.

Mention en est portée dans les pièces administratives de l'intéressé.

## 5. CONTEXTURE DU CERTIFICAT DE CONDUCTEUR D'ÉLITE.

Le certificat de conducteur d'élite doit être conforme au modèle donné en annexe. Son format et son illustration sont laissés à l'initiative de l'autorité investie du pouvoir de le décerner.

## 6. IDENTIFICATION DES CERTIFIÉS.

Les titulaires du certificat de conducteur d'élite sont autorisés à porter l'insigne métallique homologué sous le numéro GS 123 et présenté en annexe.

## 7. TEXTE ABROGÉ.

L'instruction 2655 /DEF/SGA du 09 juillet 1991 relative à la conduite des véhicules des armées, récompenses, est abrogée.

Pour la ministre de la défense et par délégation :

*Le directeur adjoint du cabinet civil et militaire,*

Christian PIOTRE.

---

(1) Il s'agit des véhicules à roues : motocyclette (moto/A 1 et A), véhicule léger (VL/B), poids lourds (PL/C), super poids lourd [SPL/E(C)] et véhicule de transport en commun (TC/D).

(2) Il s'agit des véhicules du type véhicule articulé chenillé (VAC), véhicule haute mobilité (VHM), engins blindés à roues, engins blindés chenillés, engins du génie, ensemble porte-blindés (EPB), engins amphibies nécessitant en plus du BMC une qualification propre à leur mise en oeuvre.

(3) Instruction n° 16000/DEF/CAB/SDBC/DECO/A/5 du 21 octobre 2004 (BOC, p. 6054).

(4) Stage 128, conducteur routier option « marchandises sur porteur », stage M 138, conducteur routier option « voyageurs », stage M 148, conducteur routier option « grand routier sur tous véhicules ».

## ANNEXE I.

### ***Figure 1. CERTIFICAT DE CONDUCTEUR D'ÉLITE.***

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

**Ministère de la défense.**

*Référence :*

Le certificat de conducteur d'élite est décerné au (1)

né le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

qui, en qualité de conducteur militaire ou civil de la défense, pendant une période minimale de deux ans :

1. A parcouru ou effectué au minimum :
  - soit 10000 kilomètres au volant d'un véhicule relevant de l'article R. 221.4 du code de la route (3);
  - soit 2000 kilomètres ou 100 heures sur route avec un véhicule spécifique (4).
2. N'a pas provoqué d'accident grave de la circulation à responsabilité engagée ou partagée.
3. N'a pas fait l'objet d'un constat d'infraction aux règles du code de la route.
4. A assuré l'entretien et la bonne présentation de son véhicule de dotation, ainsi que de ses documents de bord, tout en ayant affiché une tenue exemplaire tant à son volant qu'à l'unité.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le (2)

*Signature et cachet,*

**Nota.** — Le format et l'illustration du présent document sont laissés à l'initiative du commandement.

---

(1) Grade, nom, prénom, n° identifiant défense.

(2) Grade et nom du chef de corps ou de l'autorité assimilée.

(3) Il s'agit des véhicules à roues : motocyclette (moto/A 1 et A), véhicule léger (VL/B), poids lourd (PL/C), super poids lourd [SPL/E(C)] et véhicule de transport en commun (TC/D).

(4) Il s'agit des véhicules du type véhicule articulé chenillé (VAC), véhicule haute mobilité (VHM), engins blindés à roues, engins blindés chenillés, engins du génie, ensemble porte-blindés (EPB), engins amphibies nécessitant en plus du BMC une qualification propre à leur mise en œuvre.

ANNEXE II.  
**INSIGNE MÉTALLIQUE DE CONDUCTEUR D'ÉLITE**

**homologué sous le n° G.S. 123.**

[Décision n° 7018/DEF/EMAT/SHAT/DT/2 du 5 juin 1996 (n.i. BO)].

Description héraldique : BREVET DE CONDUCTEUR D'ÉLITE.

*Volant de direction détourné et ajouré d'or.*

***Figure 2. Insigne métallique de conducteur d'élite.***

